

Une extradition en catimini

TUNISIE/LIBYE Le gouvernement tunisien a extradé en catimini l'ancien Premier ministre libyen Al-Baghdadi Al-Mahmoudi vers Tripoli hier, mettant un terme à un feuilleton judiciaire de neuf mois mais ouvrant aussi une crise avec la présidence tunisienne qui n'a pas donné son aval à cette décision.

Selon son avocat tunisien Mabrouk Kourchid, qui a dénoncé un «crime d'État», Al-Mahmoudi «a été extradé par avion privé à 5 h du matin». L'ancien Premier ministre libyen était détenu à la prison de la Mornaguia près de Tunis, et selon Kourchid, «il était à l'isolement depuis une semaine et on ne pouvait plus lui rendre visite». Le gouvernement tunisien n'a respecté «ni la loi, ni les règles humanitaires, ni les droits de l'Homme», a accusé Kourchid.

EN BREF

■ ÉTATS-UNIS

Les États-Unis ont de nouveau mis en garde contre une menace «imminente» d'attentat au Kenya, cette fois dans la très touristique ville côtière de Mombasa qu'ils demandent à leur personnel administratif de quitter, a-t-on appris samedi auprès de leur ambassade à Nairobi. Cette menace intervient alors que la police kényane a indiqué détenir deux Iraniens suspectés d'activités terroristes.

■ PARAGUAY

Le gouvernement du nouveau président du Paraguay, Federico Franco, qu'aucun pays étranger n'a encore reconnu, va s'efforcer d'imposer sa légitimité après la destitution, vendredi, du président Fernando Lugo qui a appelé hier à «manifester pacifiquement» contre son éviction expresse par un vote du Congrès. «Ce n'est pas Lugo qui a été destitué, c'est la démocratie. La volonté populaire n'a pas été respectée», a lancé Fernando Lugo appelant à quelque 500 partisans réunis à Asuncion.

■ IRAN

Une attaque militaire israélienne contre l'Iran mènerait à la disparition de l'État juif, a affirmé samedi le général Mostafa Izadi, chef d'état-major adjoint des forces armées iraniennes. «Si le régime sioniste engage une action (militaire) contre l'Iran, il signera sa fin», a-t-il dit à l'agence de presse iranienne Fars. Il y a deux jours, le vice-Premier ministre israélien, Shaul Mofaz, a demandé aux États-Unis et à leurs alliés de renforcer leurs sanctions contre Téhéran en raison de l'absence de progrès dans les négociations sur le programme nucléaire iranien. Il a répété qu'Israël n'excluait aucune option contre la République islamique, ce qui signifie qu'une intervention militaire reste possible.

■ CHINE

La Chine a réussi hier son premier amarrage en mode manuel entre deux vaisseaux en orbite autour de la Terre, une étape importante pour son programme spatial qui vise la réalisation d'une station orbitale habitée de façon permanente à l'horizon 2020. Trois astronautes ont participé à l'opération, dont la première femme jamais envoyée par la Chine dans l'espace.

Le Bangladesh, la grande victime

LUXEMBOURG Coutumier des cyclones et des inondations, ce pays voit son fragile équilibre rompu à cause du changement climatique. Rencontre avec le Dr Shelly.

Le Dr Anwara Begum Shelly, directrice du programme Pêche et experte climat de Caritas Bangladesh, a rencontré des élèves de l'Athénée, vendredi matin, avec le sommet de Rio en toile de fond. Ces jeunes générations ont réussi à lui redonner espoir.

De notre journaliste
Geneviève Montaigu

Il y a les images que l'on voit à la télévision, montrant régulièrement le Bangladesh en proie à des cyclones et des inondations, deux minutes de reportage qui témoi-

gnent de la détresse des populations, «dans un pays qui compte plus de 1 000 habitants au kilomètre carré», comme le précise le Dr Anwara Begum Shelly. La directrice du programme Pêche et experte climat de Caritas Bangladesh, a pris son bâton de pèlerin pour sillonner quelques capitales européennes à l'heure où les grands de ce monde se rencontraient à Rio pour tenter d'adhérer à l'idée d'économie verte.

Invitée par Caritas Luxembourg, elle a pu discuter avec Charles Goerens, eurodéputé libéral, et avec le

Grand-Duc Henri, entre autres. Mais c'est surtout sa rencontre avec les élèves de l'Athénée, vendredi matin, qui lui redonne espoir.

«Ils ont pleinement conscience que les changements climatiques sont à l'origine de la dégradation du Bangladesh et surtout, ils sont formés à la notion de développement durable. Je suis heureuse de voir que les jeunes ont très bien compris le problème», explique l'experte bangladaise. Aux côtés de Norry Schneider, responsable Caritas Luxembourg pour le programme de sensibilisation «Plaidons respon-

sables», elle a délivré son message partout où elle en a eu l'occasion.

Migrants climatiques

S'il y a bien un pays qui ressent directement les inégalités de développement et le caractère accablant de la croissance mondiale, responsable du changement climatique, c'est bien le Bangladesh. Mieux qu'un reportage de deux minutes à la télévision, le témoignage du Dr Anwara Begum Shelly influe bien davantage, même si le projet d'établissement de l'Athénée «Think global – Act local» éduque les élèves au développement durable. La rencontre avec les élèves a redonné du baume au cœur à l'intervenante bangladaise.

Mais évidemment, entre la volonté des jeunes générations d'agir en faveur d'une économie verte et les résultats obtenus à Rio par les dirigeants de ce monde, il y a un fleuve, comme le Gange, pour ne citer que lui, qui déborde toujours plus en raison de la fonte des glaciers himalayens due au réchauffement de la planète, donc à l'activité humaine. «Les inondations contaminent les réserves d'eau qui se transforment en vecteur de maladies mortelles», explique l'experte, qui cite le cas de grossesses dramatiques.

Le Dr Shelly explique que la moitié des terres de son pays est située à moins de 10 mètres au-dessus du niveau de la mer et que le fragile équilibre qui y était établi a été rompu par le réchauffement climatique. Carte à l'appui, elle montre comment la mer va grignoter les terres au fil des années et que le Bangladesh verra sa population migrer. «C'est le pays qui comptera le plus de migrants climatiques», explique-t-elle.

Réduire les émissions de CO₂, mettre en place une véritable économie verte, voilà ce que les pays industrialisés doivent faire pour sauver le Bangladesh, «première victime du changement climatique», insiste le Dr Shelly, dans le message qu'elle porte à travers le monde.

Si le sommet n'a pas satisfait à ses espérances, elle aura au moins apprécié l'engagement des élèves et celui des professeurs qui leur expliquent comment les Bangladais survivent dans ce contexte.

À ce rythme-là, plus de 20 millions de personnes pourraient être déplacées au Bangladesh à cause des effets du changement climatique.



Photo : caritas

Le Dr Anwara Begum Shelly. La directrice du programme Pêche et experte climat de Caritas Bangladesh.

Une déclaration a minima au sommet de la Terre

RIO DE JANEIRO La déclaration finale du sommet Rio+20, intitulée «Le monde dont nous voulons», met en avant l'économie verte.

Le sommet Rio+20 s'est engagé vendredi à promouvoir une «économie verte» épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté, pendant que les critiques fusaient sur son absence d'objectifs contraignants et de financement. Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, s'est achevé à Rio de Janeiro avec l'adoption d'un compromis a minima mis au point par le Brésil, pays hôte. Quelque 188 pays de l'ONU ont approuvé par consensus ce texte intitulé «Le monde dont nous voulons». Celui-ci a été salué par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon comme étant un «très bon document, une vision sur laquelle nous pourrions bâtir nos rêves». Pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff, Rio+20 est

un «point de départ». «L'important est que, quand on a un document écrit, personne ne peut nier ou oublier ce qui y est écrit», a-t-elle dit. «Plus de 513 milliards de dollars ont été mobilisés» par le secteur privé, les gouvernements et la société civile pour financer des projets dans l'énergie, les transports, l'économie verte, la désertification, l'eau ou les forêts, a affirmé l'ONU sans fournir de détails. La tonalité était très différente au sein de la société civile, très en colère. Des milliers de militants ont clamé leur déception pendant les trois jours du sommet, dénonçant l'échec et le manque d'ambition de Rio+20. Pour Kumi Naidoo, directeur général de Greenpeace International, «on remet en ordre les fauteuils sur le pont du Titanic alors qu'il est en train de sombrer». «Les attentes étaient très faibles mais le résultat est encore plus maigre... Ce fut une

occasion manquée», a estimé Manish Bapna du centre de réflexion américain World Resources Institute (WRI).

Une série de promesses

Hanté par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 qui s'était achevée sur un fiasco retentissant, pays riches et pauvres se sont accordés sur une série de promesses pour guérir les plaies de la planète. La longue liste de maux inclut la faim, la pauvreté, et aussi la désertification, l'appauvrissement des océans, la pollution et la déforestation, le risque d'extinction de milliers d'espèces... «Nous chefs d'État et de gouvernement (...) renouvelons notre engagement envers le développement durable et envers un avenir économiquement, socialement et écologiquement durable pour notre planète et pour les

générations présentes et futures», commence le projet de déclaration. Le principal acquis est la décision de lancer des «Objectifs du développement durable» (ODD) sur le modèle de ceux du millénaire adoptés en 2000 par l'ONU. Leur définition est toutefois laissée à un groupe de travail qui devra faire ses propositions en 2013, pour une mise en place à partir de 2015. Ces objectifs devront être «en nombre limité, concis et tournés vers l'action», selon la déclaration. Rio+20 prône une «économie verte», modèle de développement moins destructeur pour la planète dont la population devrait passer de sept milliards aujourd'hui à 9,5 milliards en 2050. Mais en raison des craintes des pays pauvres, la définition des «politiques d'économie verte» est laissée à chaque pays et la déclaration souligne qu'elles ne doivent pas constituer «une restriction déguisée au commerce international».